



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 15ème législature

annonces du Premier ministre  
Question au Gouvernement n° 1465

### Texte de la question

#### ANNONCES DU PREMIER MINISTRE

**M. le président.** La parole est à M. Stanislas Guerini. *(Les membres du groupe LaREM et plusieurs membres du groupe MODEM se lèvent et applaudissent.)*

**M. Christian Hutin.** Où se croient-ils ? Nous ne sommes pas au spectacle !

**M. Stanislas Guerini.** Monsieur le Premier ministre, depuis trois semaines, de nombreux Français nous adressent un cri de colère. Cette colère, elle ne vient pas de nulle part ; elle est le résultat de trente années de renoncements politiques et de petits ajustements. *(Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM. – Exclamations sur les bancs du groupe LR, SOC et GDR.)* Voilà trente années que nous voyons des destins empêchés, trente années que le travail ne paie pas, trente années que notre société est sclérosée. *(Exclamations continues sur les bancs des groupes LR, SOC et GDR.)*

**M. le président.** Un peu de silence !

**M. Stanislas Guerini.** Nous avons vu ce week-end des Français se battre contre d'autres Français. Ces violences ont stupéfié le pays.

Monsieur le Premier ministre, vous avez annoncé des mesures qui constituent un véritable geste d'apaisement. Vous avez pensé à protéger les Français, à apaiser le pays et à créer les conditions d'une concertation où des sujets cruciaux pour l'avenir de notre pays devront être abordés. *(Nouvelles exclamations sur les bancs du groupe LR.)*

**M. Pierre Cordier.** Il n'est pas bon, votre chef !

**M. Stanislas Guerini.** Monsieur le Premier ministre, vous auriez pu réfléchir en politicien ; vous avez agi en homme d'État. *(Applaudissements sur quelques bancs des groupes LaREM et MODEM. – Exclamations sur les bancs du groupe LR.)* Vous vous distinguez ainsi de ceux qui, sur ces bancs ou ailleurs, soufflent sur les braises de la contestation avec autant de cynisme que d'irresponsabilité. Quand ils pensent affaiblir notre majorité, ils attaquent la démocratie. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM et sur plusieurs bancs du groupe MODEM.)* Nous nous sommes sentis bien seuls, ces dernières semaines, quand il s'est agi de défendre les principes démocratiques les plus élémentaires. *(Applaudissements sur quelques bancs des groupes LaREM et MODEM. – Exclamations sur les bancs des groupes LR, SOC, FI et GDR.)* Nous ne sommes pas là pour défendre La République en marche, mais la République. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.)*

Ces annonces, monsieur le Premier ministre, ne sont pas un renoncement. *(Vifs applaudissements sur les*

*bancs des groupes LaREM et MODEM. – Les membres du groupe LaREM se lèvent et continuent d'applaudir. – Nouvelles exclamations sur les bancs des groupes LR, SOC, FI et GDR.)* Dans notre démocratie, entendre nos concitoyens, apaiser la colère et créer les conditions du dialogue, c'est justement ce qui permettra de continuer à transformer notre pays, comme nous nous y sommes engagés.

Monsieur le Premier ministre, pourriez-vous, devant la représentation nationale, nous confirmer que cette ambition est intacte ? *(Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes LaREM et MODEM.)*

**M. le président.** La parole est à M. le Premier ministre. *(Exclamations sur les bancs des groupes LR.)*

**M. Alexis Corbière.** À quoi va-t-il répondre ? Il n'y avait pas de question !

**M. le président.** S'il vous plaît ! Un peu de calme !

**M. Michel Herbillon.** La majorité parle à la majorité !

**M. le président.** Je vous en prie, monsieur Herbillon !

**M. Édouard Philippe, Premier ministre.** Monsieur Guerini, permettez-moi, avant de vous répondre, de vous féliciter – comme je l'ai fait vis-à-vis de M. Fabien Roussel, la semaine dernière, après son élection à des fonctions éminentes dans son parti politique – pour celles dont vous êtes désormais chargé dans votre formation. *(Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.)*

Vous m'interrogez sur la situation actuelle et les mesures que j'ai annoncées. Je me permets de faire remarquer que j'ai indiqué à l'ensemble des responsables politiques, présidents des groupes et des formations politiques représentées à l'Assemblée nationale ou au Sénat, que, demain, mercredi, après les questions au Gouvernement, nous aurons un débat afin d'évoquer les mesures que j'ai annoncées et d'analyser la situation politique de notre pays. Ce débat sera suivi d'un vote parce qu'il m'apparaît que, dans les moments où le pays exprime une colère ou des attentes, c'est à l'intérieur de l'Assemblée nationale qu'il convient de les traiter.

**M. Michel Herbillon.** Ce n'est pas nouveau ! C'est plutôt l'ancien monde !

**M. Édouard Philippe, Premier ministre.** C'est pourquoi, demain après-midi, un débat sera organisé à l'Assemblée nationale, suivi d'un vote.

Vous interrogez le Gouvernement sur son ambition et la façon dont il atteindra les objectifs fixés par le Président de la République. J'ai encore eu l'occasion de dire, il y a quelques instants, que la diminution des prélèvements obligatoires, la baisse de la dette publique, l'amélioration des comptes publics, l'accroissement de la compétitivité de l'économie française et la réduction du chômage étaient des objectifs qui avaient été fixés par le Président de la République. Et ces objectifs ne valaient pas uniquement au moment de la campagne présidentielle ou de la campagne législative : il s'agissait bien d'engagements sur le fond, avec des instruments, qui ont été mis en œuvre par la majorité.

**M. Claude Goasguen.** Ce n'est pas vrai !

**M. Édouard Philippe, Premier ministre.** Je comprends que cela surprenne mais, pour vous dire la vérité, je trouve cela assez logique. Ces engagements, je l'affirme, seront tenus. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.)* Notre ambition est évidemment d'atteindre les résultats qui nous ont été demandés par le Président de la République.

Mais j'entends les questions qui sont posées. J'entends la colère qui s'exprime.

**M. Fabien Di Filippo.** Il entend mais il ne comprend pas !

**M. Édouard Philippe, Premier ministre** . J'entends l'impossibilité formulée par certains de nos concitoyens de trouver leur place dans la transition écologique telle qu'elle a été pensée et telle qu'elle est mise en œuvre pour l'instant.

La sagesse, monsieur Guerini – cela ne surprendra personne – consiste à tenir compte de ce questionnement et, sans renoncer à rien dans notre ambition, d'essayer d'atteindre notre objectif en inventant des instruments pour accompagner la transition écologique dont nous avons besoin.

Ce sera l'objet d'un grand débat – non pas le débat parlementaire qui se tiendra demain, mais le débat national organisé jusqu'à la mi-mars, que nous voulons précis, tenant compte des territoires, de façon à trouver les solutions concrètes qui accompagneront nos concitoyens dans un phénomène qui s'impose. Car on peut critiquer la taxe carbone, on peut trouver que l'on va trop vite ou trop lentement, la transition écologique est là. Alors autant la prendre au sérieux et essayer de trouver les bonnes solutions pour la mettre en œuvre.  
*(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM et sur quelques bancs du groupe MODEM.)*

## Données clés

**Auteur :** [M. Stanislas Guerini](#)

**Circonscription :** Paris (3<sup>e</sup> circonscription) - La République en Marche

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 1465

**Rubrique :** Énergie et carburants

**Ministère interrogé :** Premier ministre

**Ministère attributaire :** Premier ministre

## Date(s) clé(e)s

**Question publiée au JO le :** [5 décembre 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [5 décembre 2018](#)